

INTRODUCTION

La région de Diffa fait face à une crise de déplacement prolongée depuis 2013. L'insécurité dans la zone ainsi que des conditions climatiques difficiles contribuent chaque année à d'importants mouvements de populations dans la région, en provenance des pays frontaliers, mais aussi internes. En avril 2020, le nombre de personnes déplacées dans la région de Diffa était de 265 617 (102 726 personnes déplacées internes (PDI), 126 492 réfugiés, 34 300 retournés et 2 099 demandeurs d'asile)¹. L'importante concentration de populations, souvent très vulnérables, constitue un enjeu de taille pour les acteurs humanitaires, notamment pour prévenir les risques épidémiques. Dans le contexte spécifique à l'apparition du COVID-19, mais plus généralement à d'autres maladies transmissibles, les installations et les pratiques des populations en EHA sont des éléments clés de la lutte contre leur propagation. Cette évaluation a pour but de fournir des informations essentielles à la réponse humanitaire de ce secteur.

MÉTHODOLOGIE

La collecte de données s'est déroulée du 25 au 29 mai 2020. Suite aux restrictions de mouvement liées au risque de propagation du COVID-19, la collecte de données a été réalisée à distance; 313 enquêtes via des échanges téléphoniques avec des informateurs clés (IC) ont ainsi pu être réalisées². Ces enquêtes ont permis d'obtenir des informations au niveau de **124 sites de déplacés et un camp de réfugiés, dans les 12 communes de la région de Diffa**. Les IC représentent par ailleurs différentes communautés. Ainsi, 100 IC ont pu être interrogés pour représenter les personnes non déplacées, **91 pour les personnes réfugiées**, 102 pour les déplacés internes et 20 pour les retournés. Les données obtenues sont indicatives et fournissent un aperçu de la situation des communautés dans les sites de déplacés de la région de Diffa en termes d'eau, d'hygiène et assainissement, ainsi que sur leur perception de la crise COVID-19. La présente fiche renseigne sur les **résultats obtenus au niveau des IC réfugiés**.

RÉSULTATS CLÉS : RÉFUGIÉS

- Dans **26%** des sites couverts, les IC rapportent que **moins de la moitié des ménages réfugiés ont accès à suffisamment d'eau par jour pour satisfaire leurs besoins** en eau potable, cuisine et lavage.
- Parmi les IC interrogés, **35%** déclarent que la majorité des ménages réfugiés de leur site **faisaient leurs besoins à l'air libre**.
- Au cours du dernier mois³, dans **64%** des sites, les IC déclarent que moins de la moitié des ménages réfugiés avaient **accès à des installations de lavage de mains**.
- La majorité des ménages réfugiés **disposaient de savon** au cours du dernier mois dans **80%** des sites selon les IC.
- Enfin, sur **90%** des sites couverts, les IC interrogés indiquent qu'au moins la moitié des ménages réfugiés considèrent le **COVID-19 comme un problème important**.

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE

Carte 1. Sites couverts lors de la collecte de données IC⁴

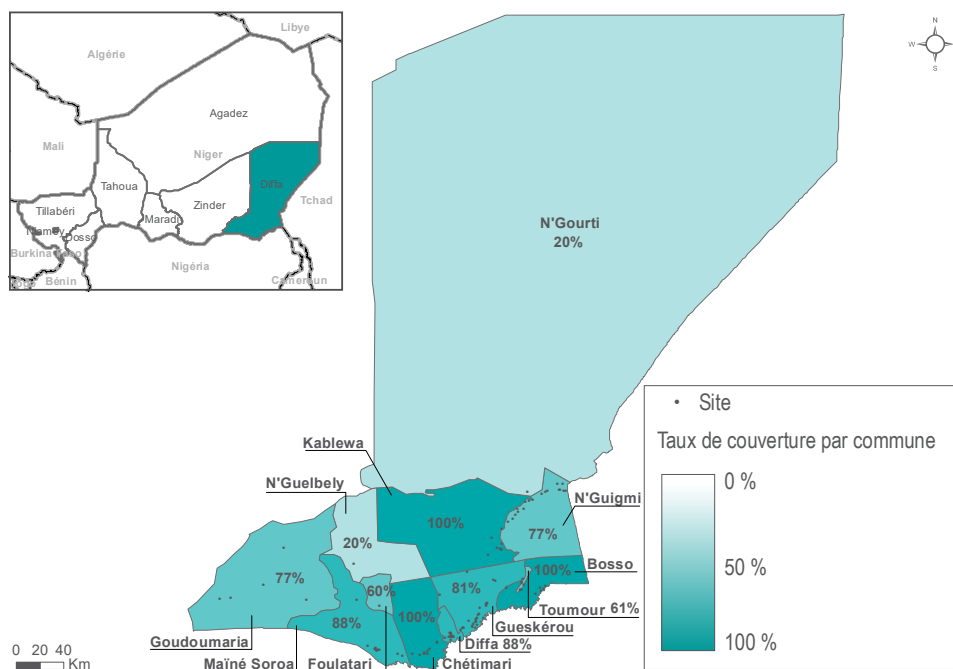


Tableau 1. Taux de couverture des départements de la région de Diffa, par communautés enquêtées

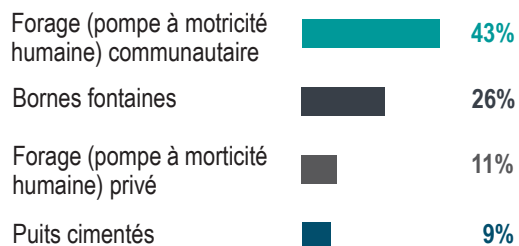
Département	Pourcentage de sites couverts	Pourcentage de sites couverts pour les PDI	Pourcentage de sites couverts pour les réfugiés	Pourcentage de sites couverts pour les non déplacés	Pourcentage de sites couverts pour les retournés
Bosso	68% (15/22)	50%	45%	50%	14%
Diffa	86% (56/65)	74%	74%	71%	6%
Goudoumaria	77% (10/13)	46%	54%	69%	31%
Mainé-Soroa	69% (18/26)	54%	54%	65%	12%
N'Gourti	20% (1/5)	20%	20%	20%	Pas de couverture
N'Guigmi	83% (25/30)	73%	40%	53%	20%

Sur les 161 sites de déplacés et le camp de réfugié identifiés dans la région de Diffa, 124 sites de déplacés et le camp de réfugiés ont pu être couverts, soit un taux de couverture de 78% au niveau régional. Les taux de couverture départementaux par statuts sont présentés ci-dessus.

L'absence de couverture globale résulte de plusieurs facteurs. D'une part, toutes les communautés ne sont pas systématiquement présentes sur les sites de déplacés. D'autre part, la collecte s'étant déroulée par téléphone, certains sites ne disposaient pas de couverture réseau au moment de l'évaluation pour joindre les informateurs clés. Enfin, il n'a pas toujours été possible de trouver un contact à distance pour une communauté donnée.

ACCÈS À L'EAU

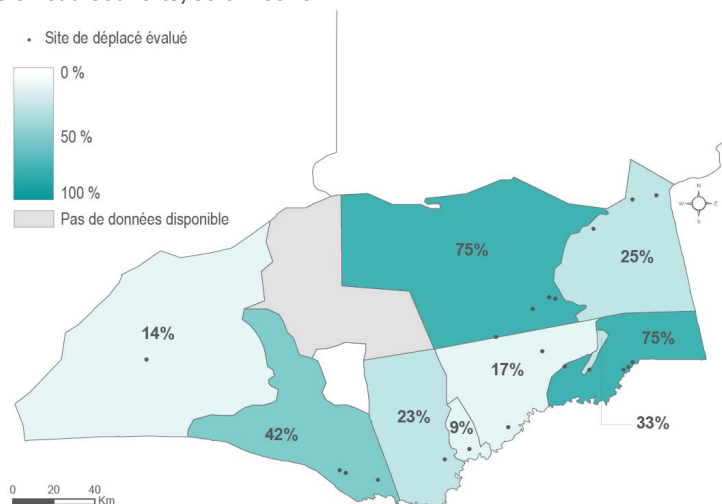
Principales sources d'eau à boire utilisées par la majorité des ménages réfugiés dans leur localité selon les IC



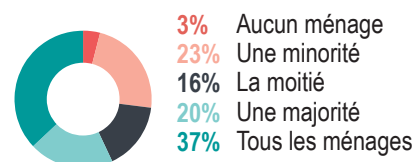
Principaux départements dans lesquels les IC ont rapporté que les besoins en eau ne sont couverts que pour moins de la moitié des ménages réfugiés au cours du dernier mois, par pourcentage de sites⁶



Carte 2. Proportion et emplacement des sites où moins de la moitié des ménages réfugiés ont leurs besoins en eau couverts, selon les IC⁷



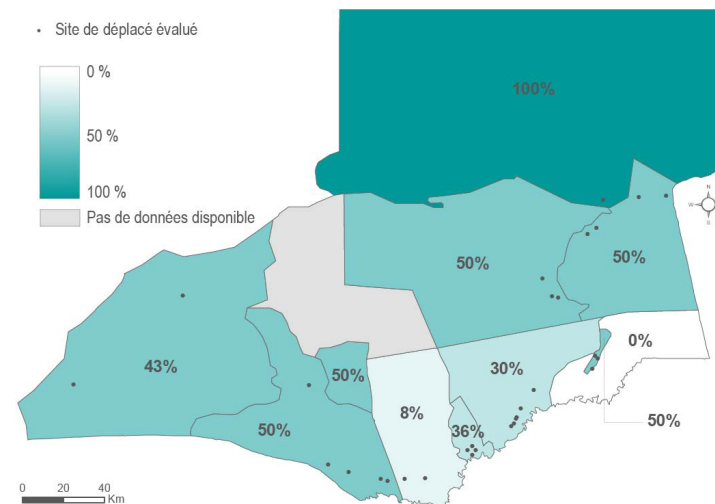
Partie des ménages réfugiés rapportés par les IC comme ayant eu accès à suffisamment d'eau par jour sur leur site pour satisfaire leurs besoins au cours du dernier mois, par pourcentage de sites⁵



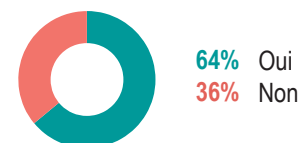
11% des IC déclarent que la majorité des ménages réfugiés de leur localité mettent **plus d'une heure** pour atteindre, attendre, remplir leurs récipients et revenir de la source d'eau.

ACCÈS AUX LATRINES

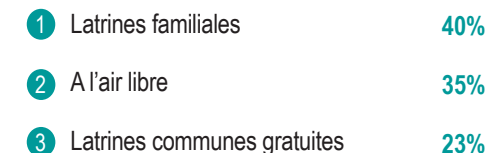
Carte 3. Proportion et emplacement des sites où plus de la moitié des ménages réfugiés pratiquent la défécation à l'air libre, selon les IC⁷



Partie des ménages réfugiés rapportés par les IC comme ayant eu accès à des latrines dans leur localité au cours du dernier mois, par pourcentage de sites



Principaux lieux utilisés par les ménages réfugiés pour faire leurs besoins au cours du dernier mois selon les IC, par pourcentage de sites



Principaux départements dans lesquels la majorité des ménages réfugiés ont été rapportés par les IC comme faisant leurs besoins à l'air libre au cours du dernier mois, par pourcentage de sites⁸



Evaluation Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Fiche de présentation des résultats pour les personnes réfugiées

Sites de déplacés de la région de Diffa, Niger, juin 2020

REACH Informing more effective humanitarian action

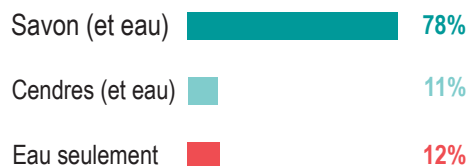


ACCÈS À L'HYGIÈNE

Principales communes dans lesquelles les IC déclarent que la majorité des ménages réfugiés ne disposaient pas de savon au cours du dernier mois⁹



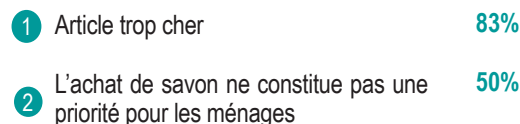
Principales méthodes utilisées par la majorité des ménages réfugiés pour le lavage des mains au cours du dernier mois selon les IC, par pourcentage de sites¹⁰



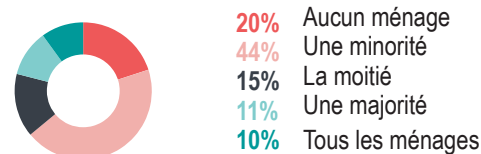
20%

des IC déclarent que la majorité des ménages réfugiés ne disposaient pas de savon au cours du mois dernier mois.

Principales raisons évoqués par les IC pour expliquer les difficultés d'accès au savon des ménages réfugiés au sein de la localité au cours du dernier mois^{11;12}

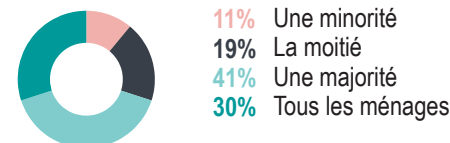


Partie des ménages réfugiés rapportés par les IC comme ayant eu accès à des installations de lavage de main, par pourcentage de sites

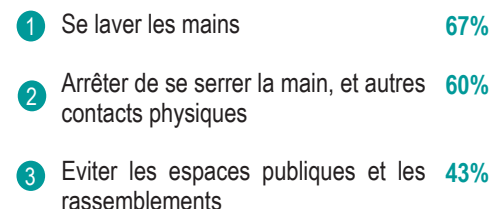


ADAPTATION DES POPULATIONS AU RISQUES EPIDÉMIQUES

Partie des ménages réfugiés rapportés par les IC comme pensant que le COVID-19 est un problème important, par pourcentage de sites



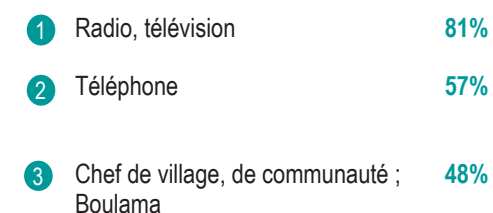
Principales mesures mises en place par les ménages réfugiés pour limiter la propagation d'épidémies selon les IC, par pourcentage de sites¹¹



100%

des IC de la commune de Foulatari déclarent que seule une **minorité** des ménages réfugiés **considèrent le COVID-19 comme un problème important.**

Principales sources d'information utilisées par les ménages réfugiés lors de crises sanitaires selon les IC, par pourcentage de sites¹¹



NOTES ET RÉFÉRENCES

1 UNHCR, [Rapport mensuel de Monitoring de Protection](#), avril 2020.

2 Pour plus d'information sur la méthodologie de l'évaluation, les termes de références sont disponibles [ici](#).

3 Tout au long du document, l'expression "au cours du dernier mois" se réfère au mois précédant la collecte de données.

4 En raison du protocole de collecte de données à distance, les points GPS de plusieurs sites n'ont pas pu être collectés. Ils ne figurent donc pas sur la carte : commune de Mainé-Soroa : Balamari Kiari, Tcholori, toudoun Wada; commune de Chétimari : Boudouri/Lamana, Doubougoun Kayawa; commune de Goudoumaria : Kadallabouba, Kadjebaou, Kelakam, Lattouaram, Samsouram; commune de Gueskérou : Massadina; commune de Foulatari : Guel Mamadou; commune de N'Gourti : Maholi; commune de Toumour : Guégoowa.

5 Les besoins pris en compte sont les besoins en eau potable, pour la cuisine et le lavage.

6 Nombre d'IC ayant donné cette réponse par département : Bosso : 5/10 ; Bosso : 5/12 ; Mainé-Soroa : 5/14.

7 Carte 2 : les sites de Tcholori, Boudouri/Lamana, Toudoun Wada et Djoubougoun Kayawa ne figurent pas sur la carte ; Carte 3 : les sites de Maholi et de Massadina ne figurent pas sur la carte.

8 Nombre d'IC ayant donné cette réponse par département : N'Gourti : 1/1; N'Guigmi : 6/12 ; Mainé-Soroa : 7/14.

9 Nombre d'IC ayant donné cette réponse par commune : N'Gourti : 1/1 ; Toumour : 2/6 ; Gueskérou : 7/23.

10 Le Cluster EHA recommande la méthode de lavage de mains eau + savon pour lutter efficacement contre la propagation du COVID-19. Les autres méthodes envisagées sont recommandées en cas d'absence d'alternatives bien que leur efficacité semble limitée.

11 S'agissant d'une question à choix multiples, le total des pourcentages peut être supérieur à 100%.

12 Parmi les IC ayant indiqué que la majorité des ménages de leur site ne disposaient pas de savon. Article trop cher : 15/18 sites ; L'achat de savon ne constitue par une priorité pour les ménages : 9/18 sites.